

L'histoire du gaz : orientée ou désorientée ?

Léonard Laborie, Jean-Pierre Williot

DANS **REVUE D'HISTOIRE DE L'ÉNERGIE 2024/2 n° 13**, PAGES 1G À 10
ÉDITIONS **COMITÉ D'HISTOIRE DE L'ÉLECTRICITÉ ET DE L'ÉNERGIE**

DOI 10.3917/jehrhe.013.0001g

Date de mise en ligne : 10/07/2025

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://stm.cairn.info/revue-revue-dhistoire-de-lenergie-2024-2-page-1g?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



AUTEUR

Léonard Laborie

CNRS, UMR Sirice

Jean-Pierre Williot

Sorbonne Université, UMR

Sirice

DATE DE PUBLICATION

Hiver 2024

NUMÉRO DE LA REVUE

JEHRHE #13

RUBRIQUE

Entretien

MOTS-CLÉS

L'histoire du gaz : orientée ou désorientée ?

Résumé

Léonard Laborie s'est entretenu le 25 octobre 2024 pour *Journal of Energy History / Revue d'histoire de l'énergie*, avec Jean-Pierre Williot, professeur à Sorbonne Université, spécialiste de l'histoire du gaz, qui fut un des tout premiers historiens français à investiguer. Rappelant son parcours de chercheur, Jean-Pierre Williot propose une réflexion sur l'absence d'une association comparable à l'Association pour l'histoire de l'électricité en France dans le domaine de l'énergie gazière, et ses implications.

1 **Peux-tu nous rappeler ton parcours de chercheur et en particulier ce qui t'a orienté vers une thèse en histoire contemporaine sur le gaz à Paris ? Lorsque tu menais cette recherche, à quelle dynamique collective étais-tu rattaché ? Y avait-il en particulier une dynamique comparable à celle qui existait autour de l'histoire de l'électricité industrielle, telle qu'elle fut initiée à partir de 1982 par l'Association pour l'histoire de l'électricité en France ?**

2 **Jean-Pierre Williot** : Je vais repartir vraiment du début, c'est-à-dire du jour où je suis allé voir François Caron pour lui signaler mon intérêt à faire un mémoire de maîtrise avec lui sur l'histoire des moulins hydrauliques dans la vallée de la Vienne, après avoir suivi passionnément ses cours de licence. Mon intention était vraiment très centrée sur l'énergie, mais aussi sur le territoire. Je supposais, naïvement, que dans mon processus de formation, cette maîtrise allait me permettre ensuite d'engager un parcours vers les musées, notamment ceux relevant d'une dimension ethnographique, d'une dimension régionale, d'une dimension tournée vers les sciences et techniques. Au milieu des années 1980, l'intention était portée aussi dans le contexte de l'archéologie industrielle et ce contexte permettait encore d'être inscrit sur une liste d'aptitude après une maîtrise et un stage en musée pour devenir assistant-conservateur. Je connaissais bien la Vienne, son département, ses archives. Je pensais aussi bien connaître les conservateurs de musée qui m'avaient reçu pour conforter mon projet, en particulier pour rejoindre le musée des sciences et techniques qui ouvrait à Poitiers.

3 Donc je suis allé voir François Caron avec cette idée. Il m'a expliqué à ce moment-là, qu'il y avait déjà des travaux sur l'hydraulique, en particulier ceux de Serge Benoît, me spécifiant que je ne trouverais rien de plus intéressant si je persistais dans cette voie. Il valait mieux envisager une autre approche. Dont acte ! Avec un talent que j'ai compris plus tard qui permet aux professeurs d'université de suggérer des sujets entrant dans leur propre galaxie scientifique, il m'a déclaré qu'il y avait une histoire passionnante à faire, qui n'avait jamais été écrite, qui

portait sur l'histoire du gaz et en particulier sur l'histoire de la compagnie qui desservait Paris au 19^e siècle. Il s'agissait de l'une des compagnies importantes dans la structuration des réseaux parisiens et le sujet était déjà abordé dans un autre cadre, à Nanterre, où Maurice Lévy-Leboyer avait lancé une maîtrise sur la compagnie gazière de banlieue, l'ECFM. Je n'ai pas discuté, j'ai accepté évidemment le sujet et je suis parti sur cette base-là : faire une maîtrise sur la Compagnie parisienne d'éclairage et de chauffage par le gaz, sur une période démarquant un peu avant le Second empire et se finissant dans la première décennie de la Troisième République.

J'ai commencé à faire mes recherches de sources. J'ai bénéficié de deux conseillers pour préciser mon apprentissage de chercheur. Un conservateur des bibliothèques, Luc Passion qui œuvrait à la Bibliothèque administrative de la ville de Paris et Alain Beltran qui était lui même engagé dans sa thèse sur l'électrification de la région parisienne. Assez vite, l'ampleur de mon sujet m'est apparue et j'ai été captivé, par le nombre de rapports des conseillers municipaux, par l'implication de la Ville sur cette question des réseaux gaziers pour assurer l'éclairage urbain, par l'enjeu de modernité qui était démontré. Travailler le sujet voulait dire aussi multiplier les sources et les points de vue. Je suis ainsi allé aux Archives départementales de la Seine, aux Archives de la préfecture de police, à la Bibliothèque historique de la ville de Paris et aux Archives EDF qui conservaient 6 rue de l'usine à gaz -ce n'est pas une plaisanterie- à Blois les archives de cette société parisienne. J'ai pu construire classiquement une histoire d'entreprise sur cette compagnie.

Ma maîtrise achevée, je me suis trouvé face à un carrefour. Il y avait des concours à passer pour devenir enseignant, donc le Capes d'Histoire-Géographie et/ou l'agrégation d'histoire (il n'était plus possible d'emprunter la voie des musées après une réforme des modes de recrutement). Il m'apparaissait aussi qu'il serait intéressant de continuer l'histoire de cette entreprise et de l'élargir chronologiquement. Une troisième

voie s'est dessinée lorsqu'Alain Beltran, désormais au CNRS, m'a fait part d'un projet d'histoire de l'entreprise Gaz de France qu'il devait mener car il était sollicité par le Président Jacques Fournier qui venait d'arriver dans cette entreprise publique, sœur d'EDF dont l'histoire avait été publiée aux Editions Dunod en 1985. Il y avait donc trois couloirs qui se dessinaient, celui de l'obligation professionnelle, celui de l'intérêt porté à la recherche sur le premier sujet de maîtrise pour en faire au moins un DEA, et après, peut-être, une thèse ; et puis il y avait cette opportunité un peu imprévue de s'intéresser à l'histoire de Gaz de France. Je n'ai pas tranché et j'ai tout pris.

6 Après le Capes, le cumul des journées additionna les enseignements, l'histoire de Gaz de France et l'amorce d'une thèse sur l'histoire de l'industrie du gaz à Paris, qui parte du début du 19^e siècle et qui aille jusqu'au début du 20^e pour recouvrir à la fois les entreprises qui avaient précédé la Compagnie parisienne, prolonger l'histoire de cette dernière jusqu'à la fin de sa concession en 1907. Entrer dans le processus de l'histoire de Gaz de France avec Alain Beltran était une charge importante mais c'était aussi une opportunité extraordinaire d'accéder à des archives différentes pour replacer l'histoire du gaz dans la longue durée et avoir une compréhension plus fine du milieu gazier. Cela permettait de faire des entretiens, donc de développer l'histoire des archives orales gazières. C'est là que j'ai amorcé mon intérêt pour les entretiens oraux que je compte désormais en plusieurs dizaines auprès d'acteurs très différents. Et puis c'était le moyen aussi de disposer d'un carnet d'adresses gazier qui permettait ensuite de solliciter un tel ou un tel sur des documents, sur des archives, etc. Des passerelles ont été construites entre la thèse d'un côté, l'histoire de GDF de l'autre. Il n'y avait pratiquement personne qui travaillait sur l'histoire gazière au milieu des années 1980, hormis un historien américain, Lenard R. Berlanstein, qui s'intéressait à l'histoire sociale de la Compagnie parisienne¹, et peu de temps après, Jean-Marie

Giraud, qui se lançait sur une histoire du gaz et électricité à Lyon sous la direction d'Henri Morsel². Alexandre Fernandez étudiait lui aussi l'histoire gazière à Bordeaux à travers son étude de la régie bordelaise³. Mises à part ces trois personnes-là, c'était à peu près tout.

Pour situer les choses chronologiquement : j'ai soutenu ma maîtrise en 1983, le DEA en 1986, et ma thèse en 1995. Quant à l'histoire de Gaz de France, nous l'avons commencée en 1987 et terminée en 1990. Il y a eu un temps relativement long pour accepter l'idée que, comme c'était prévu au départ, l'histoire de Gaz de France soit publiée parce que le directeur de la communication qui venait d'arriver avait une vision très futuriste du gaz. C'était l'époque où il y avait des publicités très scientifiques, très spatiales, soutenant une vision à long terme, dans une sorte de futur interstellaire et de films de science fiction. Il ne portait aucun intérêt à l'histoire passée du gaz. Il nous a fallu argumenter. Tout cela a pris quand même une année. Et au bout d'une année, nous avons réussi à obtenir que l'ouvrage soit publié du fait de son apport scientifique et informatif quant à l'histoire de l'économie française et également par son intérêt pour montrer ce qu'était cette grande entreprise publique face à EDF. Cela affaissa considérablement les critiques d'une histoire qui serait au service de l'entreprise. *Le Noir et le Bleu* a été publié en 1992⁴.

Pendant toute cette période, du début des années 1980 au milieu des années 1990, l'Association pour l'histoire de l'électricité en France avait évidemment déjà développé des colloques, des journées d'études, des séminaires, des investissements aux effets manifestes. Rien de tel n'existait pour le gaz. Mais d'une certaine manière, l'équivalent n'avait peut-être pas forcément besoin d'exister tout de suite parce qu'il y avait déjà deux historiens qui étaient en train

¹ Berlanstein, *Big business and industrial conflict in nineteenth-century France : a social history of the Parisian Gas Company*.

² Giraud, 'Gaz et électricité à Lyon (1829-1946) : des origines à la nationalisation'.

³ Fernandez, 'Electricité et politique locale à Bordeaux : 1887-1956'.

⁴ Beltran, Williot, *Le Noir et le Bleu, Quarante années d'histoire du Gaz de France*.

WILLIOT | L'HISTOIRE DU GAZ : ORIENTÉE OU DÉSORIENTÉE ?

de travailler sur une dimension large de l'histoire gazière. L'histoire de l'industrie du gaz à Paris, couvrant l'histoire d'une des plus importantes compagnies en Europe au 19^e siècle et l'histoire de Gaz de France couvrant l'un des leaders européens du gaz au 20^e siècle proposaient à elles seules un tableau assez large de la production, de la distribution, du transport et des consommations de ces énergies gazières, du gaz manufacturé et du gaz naturel.

9 Par ailleurs, il n'y avait pas les relais ou les motivations pour faire une association qui soit similaire à celle de l'électricité. Nous y reviendrons plus tard, mais je pense que les responsables de Gaz de France qui incarnaient vraiment l'entreprise dominante à ce moment-là n'étaient pas du tout dans la même disposition d'esprit que celle qui, au sein d'EDF, avait engendré par l'intermédiaire de Maurice Magnien, Marcel Boiteux et leur rencontre avec François Caron, l'idée qu'il fallait une association. Il n'y avait pas la même impulsion. Il faut dire en plus que le champ potentiel de l'histoire gazière n'avait à l'époque pas l'envergure acquise aujourd'hui autour de nouveaux questionnements politiques, environnementaux, historiographiques même, et les réalités géopolitiques le mettaient moins en avant quand bien même ce n'était pas anecdotique que la France noue des partenariats gaziers avec l'Algérie indépendante ou l'Union soviétique. Par ailleurs, dans les années 1980-1990, le gaz naturel était trop récent pour qu'on y voit une vraie dynamique quand bien même celle-ci existait au regard de l'histoire. Sur le plan de l'histoire des énergies, après un épisode restreint sur l'histoire du charbon, des compagnies minières et des mineurs, l'ombre portée de l'électricité écrasait tout.

10 **L'impulsion donnée autour de l'électricité a-t-elle toutefois pu stimuler la curiosité des directeurs de thèse comme François Caron et Henri Morsel sur des sujets comme le gaz ? Ou avaient-ils déjà ces sujets en tête avant même que l'AHEF n'ouvre d'autres horizons ?**

11 **Jean-Pierre Williot** : Les travaux sur l'électricité sont lancés au tout début des années 1980. Je

pense que ces historiens avaient comme orientation de travailler sur l'énergie, sur les réseaux et dans le contexte français, vraiment sur l'électricité. Le gaz n'apparaissait que comme un élément comparatif, au même titre que les réseaux d'eau – qui ont certes donné lieu à d'importants travaux, mais en nombre limité, comme la thèse de Philippe Cebon de Lisle sur le l'eau à Paris⁵ – ou les réseaux de tramways, étudiés par Dominique Larroque, dans une perspective qui renvoyait en outre toujours à l'électrification⁶. Le seul autre réseau qui suscitait une synergie comparable entre des chercheurs d'horizons divers et le monde professionnel est le chemin de fer, avec la création de l'AHICF en 1987. Enfin, quelle utilité y aurait-il eu à multiplier les histoires gazières locales ? Sous l'angle de l'histoire des entreprises, c'est évidemment toujours intéressant de connaître comment s'est développé le gaz dans telle préfecture ou telle ville moyenne. Mais les problématiques ne sont pas renouvelées. Il est plus stimulant d'aborder le même sujet sous l'angle des jeux politiques, de la matérialité domestique, des mutations urbaines, et aujourd'hui des effets environnementaux. S'il faut parler d'histoire orientée, alors disons que ce n'était pas les orientations historiographiques à la fin des années 1980 et au début des années 1990. Dans ces années, engager des travaux d'histoire sur les énergies orientait principalement vers l'histoire économique et sociale des entreprises.

Penses-tu que l'absence d'une association comparable à l'AHEF a joué sur l'historiographie ? Est-ce que cela a freiné l'essor des travaux ou au contraire, est-ce que cela a pu les rendre plus libres de chercher, d'aborder des thèmes qui ont été moins abordés dans l'électricité ?

Jean-Pierre Williot : On aurait pu imaginer un champ aussi florissant que pour l'électricité. Il est vrai que les monographies locales se sont multipliées sur l'électricité. Mais elles permettaient de mettre en avant des formes de

⁵ Cebon de Lisle, 'L'Eau à Paris au dix-neuvième siècle'.

⁶ Larroque, 'Les transports en commun dans la région parisienne : enjeux politiques et financiers, 1855-1939'.

développement industriel liées à l'électricité qui n'existaient pas ou pas autant autour du gaz. L'électricité a pu engendrer un bassin ou un district industriel ou la transformation de l'économie locale ou de l'économie régionale. Il y avait aussi dans le cas de l'électricité l'importance des réseaux qui étaient des réseaux locaux, mais aussi rapidement suburbains, régionaux, transrégionaux, nationaux, et internationaux. L'ampleur du sujet était patente d'un point de vue territorial. L'équivalent n'existait pas au sujet du gaz manufacturé, à l'échelle de déploiement plus restreinte. Des monographies locales ont aussi vu le jour autour du gaz, dans le cadre de sociétés savantes, de mémoires de maîtrise ou de doctorat, mais elles ont montré beaucoup de similitudes et n'étaient pas la source de compréhension de dynamiques plus larges, surtout quand l'approche était centrée sur les entreprises, et moins sur les aspects sociaux ou culturels. Il n'y a pas eu autour du gaz des approches similaires à celles portées sur l'électricité, encouragées par l'AHEF, sur le jouet électrique, la femme et l'électricité, l'électricité et la médecine. Les approches toujours locales – en écho à la structuration des réseaux –, le regard tourné vers les entreprises et l'absence de structure fédérant ces approches n'ont pas encouragé au décloisonnement. L'AHEF a certainement été un forum important pour la circulation des idées, l'émulation intellectuelle. Des sujets transversaux comme l'histoire environnementale du gaz, l'histoire culturelle du gaz avec les applications dans la vie quotidienne, les adresses au consommateur, les représentations, l'histoire genrée de l'énergie gazière offriraient pourtant de vastes aires d'investigation, mais elles relèvent du contexte historiographique dans lequel nous sommes aujourd'hui. Ce n'était pas vraiment le cas auparavant et pour le dire sans détour, l'histoire gazière semblait être dans les marges, sans grand intérêt. Sauf pour ceux qui s'y intéressaient ! Aujourd'hui le sujet fait plus de bruit, donc il suscite des vocations historiennes.

14 Une association aurait évidemment engendré une impulsion auprès des différents professeurs d'université pour avoir des bourses, pour avoir des relais, pour avoir des facilités matérielles.

Il ne faut pas négliger le fait que l'Association a introduit des facilités matérielles conséquentes pour développer les travaux des historiens. Bien sûr l'association n'est qu'un cadre, mais ce cadre est utile. D'ailleurs quel que soit le positionnement des historiens qui encadrent des recherches, aucun ne suspecte que l'Association puisse chercher à infléchir les résultats scientifiques puisque de tous bords historiographiques viennent des demandes de soutiens, de bourse de master ou de doctorat ou d'aides aux colloques. Aujourd'hui notre lecture critique de l'entreprise et de l'industrialisation, soutenue par la remise en cause de travaux qui ont eu des finalités politiques sur d'autres sujets, conduit à discuter voire à rejeter les travaux soutenus par une association liant monde universitaire et monde de l'entreprise. Ces positions peuvent susciter des interrogations sur l'écriture d'une histoire éventuellement « orientée ». Pourtant je ne pense pas que cette lecture rétrospective soit valide. Les sujets d'histoire qui étaient développés dans ces décennies étaient des sujets qui correspondaient à une demande d'histoire industrielle qui émanait des entreprises elles-mêmes rencontrant la promotion de l'histoire économique et sociale qui était assez forte dans les universités françaises dans ces années. Gaz de France n'était par contre pas du tout dans cet état d'esprit. Parce que l'entreprise avait une histoire, que nous avons écrite avec Alain Beltran, et cela lui suffisait car il aurait fallu à l'entreprise apprécier que l'histoire élargie du gaz était un vecteur d'identité, voire même de positionnement dans le monde des énergies. La réflexion n'était pas du tout dans cette ligne. Surtout avec de nouveaux dirigeants de cette entreprise qui n'avaient pas la fibre historienne des ingénieurs. Le discours principal était plutôt : l'avenir c'est le gaz naturel, le passé ce sont les usines à gaz dont il ne faut plus entendre parler. Autant retrancher de l'histoire 150 ans d'histoire énergétique de plusieurs villes et de millions d'habitants dans le monde qui ont vu les lumières du gaz en ville et les flammes des fourneaux de cuisine comme une amélioration sensible de leurs modes de vie, pour certains, et la déploration d'un monde moderne industrialisé déconcertant ou dangereux pour d'autres ! Il y

avait bien pour eux le sentiment d'une transition entre un « avant » et un « après ». Il n'aurait pas été question de prendre parti pour l'un ou l'autre, mais tout simplement d'observer le cours de l'histoire.

15 **À ta connaissance, est ce qu'il y a eu des initiatives pour créer une association qui aurait rapproché le monde industriel au sens large travaillant dans le secteur du gaz et le monde universitaire ? Si non, pourquoi est-ce que cela ne s'est pas passé ?**

16 **Jean-Pierre Williot** : La création d'une association qui aurait été portée de la même manière que l'AHEF supposait que les gaziers entre eux s'entendent. Les gaziers étaient ceux de Gaz de France, bien sûr, et les autres, notamment ceux des sociétés implantées dans le sud-ouest qui avaient un statut particulier, ou encore ceux des régions voire même ceux qui travaillaient auprès de sociétés pétrolières. Dans l'histoire de la construction de Gaz de France plusieurs entreprises étaient hors du giron de l'entreprise publique. Elles avaient été mises à part, parce que les puits de gaz naturel qui avaient été identifiés dans le sud-ouest, à Saint-Marcet et à Lacq étaient exploités par d'autres sociétés. Elles ne voulaient pas se dessaisir de leurs actifs au profit d'un Gaz de France qui aurait tout englobé. Toute la partie sud-ouest est restée en dehors de la nationalisation ainsi que les régions. Il fallait déjà une articulation entre ces gaziers-là, ceux de Gaz de France et ceux du sud-ouest et à la fin des années 1980 ce n'était pas du tout le discours ambiant. Des cultures contrastées et parfois opposées persistaient. Être à Gaz de France n'était pas être à SNGSO ou à la Cefem, pas plus qu'être à la Régie de Strasbourg, même si chacun reconnaissait que GDF était un leader du secteur gazier. Plus tard avec les sociétés qui sont entrées au sein de Total, il aurait fallu imaginer une association où chacun se dise : notre intérêt est de développer l'histoire du gaz, donc faisons une association ensemble. Or, c'était encore moins l'état d'esprit de ceux qui étaient à la tête de ces entreprises de s'appuyer sur une histoire relayée par une association similaire à l'AHEF.

Et puis, parallèlement à cela, d'anciens cadres de Gaz de France intéressés par l'histoire du gaz, d'un point de vue patrimonial, constituaient des collections de compteurs, de réverbères, de buvards publicitaires. En se centrant toujours sur « leur » gaz historique, le gaz manufacturé. Le gaz naturel, avec ses réseaux qui étaient présentés par les entreprises comme l'avenir, comme une toute nouvelle histoire gazière, internationale, oubliait ou éliminait volontiers la mémoire du passé sale, poussiéreux, dangereux de l'usine à gaz. Ces anciens ont fondé des associations, comme Afegaz par exemple, ou MEGE, autour de collections d'objets. Mais leur existence, bien que reconnue, ne pouvait équivaloir au périmètre de l'AHEF, faute également d'un nombre équivalent d'universitaires intéressés par le sujet.

Jusqu'à ce que Gaz de France soit associé à Suez, date à laquelle cette entreprise nous a demandé d'écrire son histoire gazière, puis lors de la fusion entre Gaz de France et Suez créant Engie, la sollicitation historiographique est restée cantonnée dans l'histoire des entreprises, presque pour rendre compte des maillages qui justifiaient ces aboutissements. Auteurs et historiens connus au sein du monde gazier, cela a conduit à ce qu'Alain Beltran et moi élargissions encore la couverture historiographique de ces entreprises, en travaillant sur la distribution et GRDF, puis sur le transport et GRT Gaz. Nous avons répondu à des demandes spécifiques sur différents aspects de l'histoire gazière, jusqu'à faire un ouvrage sur la civilisation gazière. Quand la fusion s'est faite entre Suez et Gaz de France, il y avait d'un côté Suez qui voulait son histoire et qui voulait s'approprier tout l'héritage gazier. Et en face Gaz de France, qui avait déjà son histoire, qui considérait que sa légitimité gazière était sans comparaison avec celle de Suez et qui a donc marqué son terrain en suscitant une réflexion sur une civilisation gazière dont Gaz de France avait été l'un des principaux porteurs. Dans les années 2000, c'est donc allé jusqu'à faire deux ouvrages. Un pour Suez⁷, un pour l'ex-Gaz de France⁸ avant que la fusion ne soit réalisée. Les deux ouvrages n'ont

⁷ Beltran, Williot, *Suez, l'Histoire*.

⁸ Beltran, Williot, *Gaz. Deux siècles de culture gazière*.

pas exactement la même hauteur, celui de Gaz de France dépassant de quelques millimètres celui de Suez... Mesures fortuites ? Ces aspects paraissent anecdotiques mais sont révélateurs d'un état d'esprit. Nous avons dans ce contexte pu multiplier les travaux, mais sans une dynamique collective comparable à celle qui a prévalu autour de l'AHEF.

19 Du côté des associations d'anciens, nous étions vus comme des concurrents pour porter une mémoire, ou comme des relais d'une histoire des entreprises portée par le haut, et dédaigneuse des anciens gaziers qui s'intéressaient encore aux bec Auer et aux compteurs à gaz de l'usine des années 1920. Le triangle dirigeants/anciens/universitaires n'a jamais véritablement trouvé de synergie.

20 J'en donne juste un exemple, révélateur. Quand je préparais ma thèse, il y avait des archives qui étaient conservées dans une salle d'un très beau bâtiment, l'hôtel Condorcet dans la rue éponyme à Paris, siège de la Compagnie parisienne du gaz, ensuite récupéré par Gaz de France, avant de devenir le siège d'un certain nombre de services dont notamment aujourd'hui GRDF. Un ancien cadre, sachant que je travaillais sur ces archives, avait quasiment mis des scellés sur des cartons pour que je n'aille pas les consulter. Il les considérait comme sa propriété. Le rapport n'était pas très favorable à une dynamique commune pour créer une association. Je pense qu'il y a un tournant qui a été raté. Affaire de personnes, d'envie personnelle, hasard des rencontres ?

21 Il y avait un bon terrain à Strasbourg dans le cadre de l'histoire de Gaz de France. J'étais allé en Alsace interviewer deux grands cadres en 1988 et ils avaient un intérêt manifeste pour l'histoire du Gaz de Strasbourg. Ils avaient réuni des collections, une sorte de petit musée, à l'origine d'une partie des collections de l'Afegaz aujourd'hui. Eux étaient très intéressés à ce croisement du regard scientifique et de l'identité gazière qui a bel et bien existé. Ils avaient d'ailleurs fait rééditer des ouvrages gaziers, avaient soutenu des travaux de recherche et avaient monté une remarquable exposition pour

les cent-cinquante ans du Gaz de Strasbourg. L'histoire était là en terrain conquis et j'en garde un souvenir mémorable entre l'éclairage de la place Gutenberg et le fonctionnement du Pyrophone à gaz.

Aujourd'hui ? Le problème se dessine d'une autre manière. La lecture du gaz qui pouvait être une lecture intéressée ou positive dans les années 1990 ou 2000, devient aujourd'hui une lecture plutôt critique, autour des enjeux environnementaux liés aux énergies fossiles, et dans la compréhension des enjeux géopolitiques, notamment au sujet du gaz russe ou du GNL. Une association d'histoire gazière dans laquelle les entreprises devraient jouer un rôle à part entière dans la co-construction d'un agenda scientifique n'est plus envisageable sur un modèle similaire à l'AHEF, forte de sa longévité et de sa crédibilité. Ce ne serait plus en phase avec l'état de la société ou les questionnements d'aujourd'hui. Il est même permis de s'interroger sur ce que seraient les objectifs d'une telle association dans des débats polémiques qui se distribuent à travers une très grande diversité de médias. D'autres associations, tournées vers des produits qui n'avaient plus la faveur de la société, notamment sur des critères de santé, ont connu le même travers. Cela ne signifie pas que l'histoire du gaz ne soit pas réinvestie. Pour ma part, évidemment, je continue de travailler sur ce sujet, même en ayant perdu mes pas vers l'histoire des ingénieurs, des chemins de fer, de l'alimentation. Mais d'autres travaux apparaissent sur la géopolitique gazière, en particulier autour du cas russe, du gaz naturel liquéfié américain, ou sur l'environnement. Aujourd'hui si les questionnements pourraient justifier qu'existe une association qui s'intéresse à l'histoire du gaz, ce ne serait plus avec le même regard que celui qui s'est porté dans les années 1980 sur l'électricité.

Sur le long terme, cette absence d'une association d'histoire gazière a eu pour effet de priver de rampe de lancement les approches nouvelles qui auraient pu se développer. Cette situation est le reflet d'une histoire fille de son temps. Il serait donc essentiel de bien comprendre qu'une

histoire écrite dans un contexte donné, ne prenait pas en compte des sujets qui émergent au sein de contextes différents et postérieurs. Evidence, parfois oubliée.

- 24 L'historiographie du gaz en est la preuve. La priorité a été donnée à l'électricité parce qu'il y a dans ce pays une prépondérance de l'énergie électrique. Cela se traduit par l'origine et l'influence des conseillers techniques, des chargés de mission, à la direction de l'Energie, au sein du ministère de l'Industrie quand il existe, des cabinets ministériels. La place et la voix d'EDF sont sans commune mesure avec celles des gaziers. L'absence d'une association tournée vers le gaz est aussi d'une certaine manière le reflet de la distribution des énergies en France et de l'importance de l'électricité par rapport au gaz, avec des acteurs gaziers qui ne semblent pas avoir été en mesure de faire valoir leur importance historique de la même manière que les acteurs électriques ont su le faire. Le renouveau actuel des travaux sur les mines et le charbon par exemple démontre la possibilité d'un autre mouvement. Il reflète les préoccupations environnementales et sociales de l'heure. On ne fait plus l'histoire des compagnies minières, on s'intéresse à une histoire environnementale ou à une histoire de la pénibilité, du risque professionnel et de la conflictualité du travail. Il serait donc logique d'aborder l'histoire gazière en la renouvelant elle aussi au lieu de reproduire ce qui est déjà connu. Une entreprise comme Engie aurait eu vocation à développer l'histoire du gaz en suscitant une association similaire à celle de l'AHEF, car aujourd'hui d'autres pans de l'histoire gazière permettraient de montrer sur une relative longue durée ce qu'il en a été des rapports à l'environnement par exemple, mais aussi dans le domaine des mobilités, dans celui des confort thermiques, etc... C'est d'autant moins l'orientation que cette entreprise n'est plus seulement gazière mais plutôt tournée vers les services énergétiques intégrant le gaz bien sûr mais aussi d'autres supports. Le patrimoine gazier lui échappe d'ailleurs, d'autant qu'il n'en reste pas beaucoup ou qu'il est détruit dans l'indifférence, contrairement à d'autres pays qui savent valoriser la mémoire du travail, des lieux, bref du temps.

On pourrait dire que l'historiographie telle qu'elle se structure autour d'une association d'un côté et d'une absence d'association de l'autre, renforce l'asymétrie de pouvoir entre les deux secteurs électrique et gazier. Si on va dans une bibliothèque, on va trouver beaucoup plus sur l'électricité que sur le gaz. N'est-ce pas une vision déséquilibrée de l'histoire ?

Jean-Pierre Williot : Ce n'est pas vrai que du gaz. Prenons les autres énergies, comme le solaire, l'éolien, le bois, même le charbon que j'évoquais précédemment, voire le pétrole dont l'historiographie s'est beaucoup enrichie ces dernières années : on ne dispose pas d'une bibliographie comparable à celle qui a découlé pour l'électricité d'une association ayant soutenu les travaux dans toutes les universités intéressées depuis quarante ans. Ce sont des dizaines de mémoires de master, de thèses, de colloques, d'expositions. La quantité de travaux et de connaissances qui lui en sont redevables est considérable. Ceci étant dit, la part de l'électricité dans l'historiographie reflète l'importance de l'électricité dans nos sociétés. Avec la néo-électrification annoncée et la multiplication des usages de l'électricité, c'est un fait qui ne devrait pas cesser de s'amplifier.

Qu'en est-il à l'étranger ?

Jean-Pierre Williot : Parmi nos voisins européens certains prêtent une attention plus forte à l'histoire du gaz qu'en France. C'est le cas de l'Espagne depuis la fin des années 2010. Les collègues espagnols s'intéressent au gaz, justement au moment où leur pays se convertit fortement à l'utilisation de l'énergie gazière, avec de nouveaux terminaux méthaniers, l'entrée de l'Espagne sur le marché gazier. Ils sont soutenus par des programmes régionaux financés pour développer la recherche. Eux ne sont pas trois ou quatre à travailler sur le gaz mais beaucoup plus, suscitant des vocations auprès de jeunes étudiants qui ne prennent pas le gaz comme une énergie fossile à faire disparaître sans l'étudier. Il y a là une demande du pays qui épouse l'existence d'une communauté d'historiens qui s'étaient intéressés soit à d'autres réseaux,

électricité, téléphone, etc., soit à une histoire locale des compagnies du gaz et des politiques publiques liées au gaz. Autour de Mercedes Fernandez-Paradas, d'Alberte Martínez-López, d'Isabel Bartolomé Rodríguez, de Jesús Mirás Araujo, de Nuria Rodríguez-Martín, existe tout un groupe de collègues qui poussent en avant une histoire du gaz dans l'espace méditerranéen⁹, comme nous l'avons mise en œuvre pour la première fois avec Serge Paquier, il y a plus de vingt ans sur l'ensemble de l'espace européen¹⁰. Il faudrait aujourd'hui refaire un état des lieux en Europe, tous espaces compris, pour mettre à jour les ponts d'une telle association. L'ambition pourrait être internationale et intercontinentale car d'autres collègues historiens travaillent sur le gaz en Inde, en Iran par exemple.

29 Cela n'a pas engendré pour autant, pour l'instant, qu'il y ait une association internationale d'histoire du gaz -alors qu'existe l'Union internationale du gaz. Rien de comparable à celle qui existe dans le secteur ferroviaire, autour de l'Association d'histoire internationale des chemins de fer, pilotée entre autres par Andrea Giuntini qui a lui-même travaillé sur de nombreux réseaux, y compris gaziers.

30 **Pour conclure, qu'est-ce que l'absence d'association aussi bien à l'échelle nationale qu'internationale nous apprend de l'AHEF ? Cela reflète l'extraordinaire importance de l'électricité dans l'économie et la société du pays depuis les années 1950 au moins, qui n'a jamais cessé de croître. Mais au-delà ?**

31 **Jean-Pierre Williot** : Au-delà, je pense que cela a donné aux historiens et aux universitaires dans

⁹ Martínez-López, Mirás Araujo, Rodríguez-Martín, *Economic History of the European Energy Industry. Lighting Up Western Europe 19th to 21st centuries*; Mirás Araujo, Giuntini, *The Gas Industry in Latin Europe. Economic Development During the 19th and 20th Centuries*; Bartolomé Rodríguez, Fernandez-Paradas, Mirás Araujo, *Una energía que ilumina el Mundo. Crecimiento, retroceso y reinención de la Industria del Gas en perspectiva regional en el sur de Europa (siglos XIX-XX)*.

¹⁰ Paquier, Williot, *L'industrie du gaz en Europe aux XIXe et XXe siècles. L'innovation entre marchés privés et collectivités publiques*.

leur globalité, parce qu'il n'y a pas que des historiens mais aussi des sociologues et des représentants d'autres disciplines qui y sont associés, une extraordinaire opportunité de disposer de moyens pour pouvoir développer la recherche ou l'inclure dans un cadre. On peut voir les moyens dans le sens de moyens financiers parce qu'il y a des aides à la recherche pour faire soutenir des maîtrises ou des masters ou des thèses, ainsi que des colloques. Mais ce sont aussi des facilités matérielles pour trouver une salle où se réunir, envoyer des courriers, éditer des actes de colloques. Cela épouse une pauvreté universitaire dans la durée, et désormais une inefficacité administrative dans la gestion des fonds mis à la disposition des chercheurs qui fait que le résultat n'est jamais à la hauteur des attentes et surtout des besoins. Ce n'est pas mettre les universitaires dans un système de dépendance mais de co-production de savoirs et de réflexions.

On peut avoir une vision critique en disant de l'association qu'elle a conditionné l'histoire de l'électricité. Mais l'historien, de toute façon, n'est jamais neutre. Il y a toujours des conditionnements divers, privés, personnels, contextuels, doctrinaux voire dogmatiques qui orientent le travail. L'association a peut-être eu des effets de contrainte ou de cadrage, pour ainsi dire, d'orientation, mais ces cadres ou orientations venaient aussi des propres discussions du comité scientifique, qui déterminait les sujets qui semblaient être intéressants et qui faisaient probablement aussi écho à ce qu'étaient les préoccupations de la société à ce moment-là. L'association a plus encore été je crois une facilitatrice pour organiser des choses, comme les autres associations de ce type (chemins de fer, aluminium, La Poste, etc.).

Si l'on raye tout ce qui a été fait par l'AHEF, l'AHICF, l'Institut d'histoire de l'aluminium, le Comité pour l'histoire de La Poste, le Comité d'histoire économique et financière de la France, on fait de la place sur les étagères. Mais est-ce que l'on ne détruit pas aussi des connaissances utiles à tous ? Des connaissances à mettre en débat sur des arguments scientifiques.

Bibliographie

Bartolomé-Rodríguez, Isabel,

Mercedes Fernández-Paradas, Jesús

Mirás Araujo (eds)

Una energía que ilumina el Mundo. Crecimiento, retroceso y reinención de la Industria del Gas en perspectiva regional en el sur de Europa (siglos XIX-XX). Madrid : Editions Marcial Pons, 2020.

Beltran, Alain, Jean-Pierre Williot

Le Noir et le Bleu, Quarante années d'histoire du Gaz de France. Paris : Belfond, 1992.

Suez, l'Histoire. Paris : Editions PC, 2008.

Gaz. Deux siècles de culture gazière. Paris : Le Cherche Midi, 2009.

Berlanstein, Lenard R.

Big business and industrial conflict in nineteenth-century France : a social history of the Parisian Gas Company. Berkely: University of California Press, 1991.

Cebron de Lisle, Philippe

'L'Eau à Paris au dix-neuvième siècle'. Thèse, Université Paris 4, 1991.

Fernandez, Alexandre

'Electricité et politique locale à Bordeaux : 1887-1956'. Thèse, Université Bordeaux 3, 1994.

Giraud, Jean-Marie

'Gaz et électricité à Lyon (1829-1946): des origines à la nationalisation'. Thèse, Université Lyon 2, 1992.

Larroque, Dominique

'Les transports en commun dans la région parisienne : enjeux politiques et financiers, 1855-1939'. Thèse, EHESS, 1980.

Martínez-López, Alberte, Jesús

Mirás Araujo, Nuria Rodríguez-Martín (eds)

Economic History of the European Energy Industry. Lighting Up Western Europe 19th to 21st centuries. London: Routledge, 2024

Mirás Araujo, Jesús, Andrea Giuntini (eds)

The Gas Industry in Latin Europe. Economic Development During the 19th and 20th Centuries. London: Palgrave MacMillan, 2022.

Paquier, Serge, Jean-Pierre Williot (eds)

L'industrie du gaz en Europe aux XIX^e et XX^e siècles. L'innovation entre marchés privés et collectivités publiques. Bruxelles : Peter Lang, 2005.